

Considérant que toutes les initiatives visant à promouvoir les soins de santé ambulatoires destinés aux personnes âgées, doivent être prises en considération sans délai en vue de la répartition du Fonds spécial d'aide sociale;

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille;
Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. L'article 2, 1^o, 2, de l'arrêté de l'Exécutif flamand du 27 juillet 1988 fixant pour les années 1989 à 1993 les critères objectifs de répartition du Fonds spécial de l'aide sociale entre les centres publics d'aide sociale de la Région flamande, est remplacé comme suit : « les initiatives entreprises dans le cadre des soins de santé ambulatoires pour les personnes âgées telles que les centres de service (à l'exclusion des dépenses socio-culturelles), les centres de jour (à l'exclusion des frais d'hôtellerie), l'alarme personnalisée, la distribution de repas, l'aide aux familles et aux personnes âgées : 10 p.c.

Pour la répartition du Fonds spécial de l'aide sociale, au titre de l'année 1989, ce pourcentage est réduit à 8 p.c.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1er janvier 1989.

Art. 3. Le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 septembre 1989.

Le Président de l'Exécutif flamand,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Aide sociale et de la Famille,
J. LENSSENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 89 — 2237

7 SEPTEMBRE 1989. — Décret concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. § 1er. Pour l'application du présent décret, le label de qualité wallon s'entend comme la marque collective déterminée par l'Exécutif régional wallon, attestant qu'un produit fabriqué ou transformé en Wallonie possède un ensemble distinct de qualités et caractéristiques spécifiques préalablement fixées et établissant un niveau de qualité.

L'Exécutif assure le dépôt du label de qualité conformément aux dispositions du droit belge et aux conventions internationales en vigueur.

§ 2. Pour l'application du présent décret, l'appellation d'origine locale s'entend de la dénomination géographique d'une contrée ou d'une localité de la Région wallonne servant à désigner un produit originaire de cette contrée ou de cette localité et dont la qualité et les caractères sont dus exclusivement ou essentiellement à un milieu géographique déterminé, ce milieu comprenant les facteurs naturels et les facteurs humains.

§ 3. De même, l'appellation d'origine wallonne s'entend de la précision, en français ou dans une autre langue, qui assure qu'un produit est effectivement produit ou transformé en Wallonie.

CHAPITRE II. — Dispositions communes

Section 1. — Du cadre général

Art. 2. L'Exécutif régional wallon arrête dans chaque cas, par un cahier des charges détaillé, les conditions que doivent réunir un ou plusieurs produits pour pouvoir être fabriqués, transformés, offerts en vente ou vendus sous le label de qualité wallon, sous une appellation d'origine locale ou sous l'appellation d'origine wallonne.

Art. 3. L'Exécutif régional wallon agréé les organismes chargés de certifier par la délivrance d'attestations de qualité ou d'origine selon le cas, le respect des conditions fixées par le présent décret et par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon visé à l'article 2. L'Exécutif régional wallon établit les modèles de ces attestations.

Chaque année, chaque organisme certificateur fera parvenir à l'Exécutif régional wallon un rapport d'activité pour l'année écoulée.

Art. 4. L'Exécutif régional wallon arrête les conditions et garanties que doit présenter tout organisme pour bénéficier de l'agrément.

L'arrêté d'agrément fixe notamment le montant des frais que les organismes certificateurs sont autorisés à réclamer pour la délivrance des attestations.

Dans l'hypothèse où l'organisme ne respecterait pas ces conditions et garanties, l'Exécutif régional wallon peut, par décision motivée, suspendre ou retirer l'agrément octroyée.

Session 1988-1989.

Documents du Conseil. — Nos 14-1 à 11; nos 19-1 et 2.

Compte-rendu intégral. — Séance publique du 5 juillet 1989. Discussion.

Compte-rendu intégral. — Séance publique du 7 juillet 1989. Vote.

Art. 5. § 1er. L'organisme certificateur agréé en application de l'article 3 est tenu :

1° de mettre en place un contrôle efficace et impartial préalable à la délivrance de l'attestation de qualité ou d'origine et permettant de vérifier le respect des conditions du cahier des charges détaillé dont question à l'article 2; dans l'hypothèse où le demandeur estime que les conditions arrêtées par l'Exécutif ne sont pas respectées par l'organisme certificateur, il peut réclamer une nouvelle analyse qui est accordée de droit et doit avoir lieu en la présence de ses représentants;

2° de s'assurer régulièrement, et au moins une fois par an, auprès des bénéficiaires de l'attestation de qualité ou d'origine de ce que les conditions de l'obtention de l'attestation restent acquises à ce moment; en cas de résultat défavorable, il sera procédé à une nouvelle analyse dans les conditions fixées au 1° du présent article.

§ 2. A la demande de l'Exécutif, tout organisme certificateur est tenu de fournir à ce dernier des projets de cahier de charges ou des modifications des cahiers de charges existants; il peut en outre présenter d'initiative de tels projets ou de telles modifications.

Art. 6. Les analyses effectuées dans le cadre du contrôle visé à l'article 5 sont réalisées à l'intervention d'organismes tiers agréés par l'Exécutif régional wallon sur proposition de la Commission des labels de qualité et des appellations d'origine, visée à l'article 8.

Art. 7. Tout producteur, fabricant, transformateur ou groupe de producteurs, fabricants, transformateurs de produits wallons tels que définis à l'article 1er peut introduire en sa faveur une demande tendant à la délivrance de l'attestation de qualité ou d'une attestation d'origine. Cette demande doit être formulée auprès de l'organisme certificateur, par lettre recommandée à la poste.

L'attestation est délivrée au demandeur, après vérification du respect des conditions stipulées par le cahier des charges visé à l'article 5.

Art. 8. § 1er. Il est institué une Commission des labels de qualité et des appellations d'origine dont la composition et les statuts sont fixés par un arrêté de l'Exécutif délibéré en son sein.

§ 2. Cette Commission comprend des représentants :

- des producteurs, des fabricants ou transformateurs;
- des associations de consommateurs;
- de l'administration régionale wallonne;
- des organismes certificateurs;
- des milieux scientifiques.

Sauf dérogation, ces représentants doivent être domiciliés en Wallonie et y avoir leur principale activité.

§ 3. La Commission a pour tâche :

- le surveillance générale des organismes certificateurs;
- le règlement des conflits de compétence entre les organismes certificateurs pour les produits agro-alimentaires et ceux pour les autres produits ainsi que les conflits entre les organismes certificateurs et les usagers du label;
- de rendre un avis sur toutes propositions de cahiers de charges et de modifications de ceux-ci émanées par les organismes certificateurs.

En outre, la Commission émet un avis sur toute question ou tout projet qui lui est soumis par l'Exécutif.

Art. 9. Il est interdit :

1° d'user d'une dénomination en la présentant comme le label de qualité wallon ou comme une appellation d'origine, au sens du présent décret, alors qu'une telle dénomination n'a pas encore été reconnue par un arrêté de l'Exécutif régional wallon pris en exécution de l'article 2;

2° de fabriquer, d'offrir en vente ou de vendre sous le label de qualité wallon ou sous une appellation d'origine, au sens du présent décret, des produits qui ne répondent pas aux conditions fixées par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon pris en exécution de l'article 2.

Article 10. N'enlèvent pas le caractère d'usurpation à l'emploi abusif du label de qualité wallon ou d'une appellation d'origine, au sens du présent décret :

1° l'adjonction de termes quelconques audit label de qualité wallon ou à ladite appellation d'origine et notamment de termes rectificatifs, tels que « genre », « type », « façon », « similaire »;

2° le fait que la dénomination litigieuse aurait été utilisée pour indiquer la provenance du produit;

3° l'utilisation de mots étrangers lorsque ces mots ne sont que la traduction du label de qualité wallon ou d'une appellation d'origine ou sont susceptibles de créer une confusion avec le label de qualité wallon ou avec une appellation d'origine.

Section 2. — De la recherche et de la constatation des infractions

Art. 11. Sans préjudice des devoirs incombant aux officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents désignés par l'Exécutif régional wallon sont compétents pour rechercher et constater, par des procès-verbaux, les infractions prévues à l'article 12 du présent décret. Une copie du procès-verbal doit, à peine de nullité, être notifiée au contrevenant dans les quatorze jours de la constatation de l'infraction.

Section 3. — Des sanctions pénales

Art. 12. Sont punis d'une amende de 1 000 à 5 000 francs et de la saisie des produits mis en vente, ceux qui commettent une infraction aux dispositions aux articles 9 et 10.

CHAPITRE III. — De l'appellation d'origine locale

Art. 13. Préalablement à la désignation d'une appellation d'origine locale, l'Exécutif régional wallon publie au *Moniteur belge* un avis précisant la dénomination qu'il estime susceptible d'être considérée comme une appellation d'origine et invitant toute personne, association ou groupement intéressé à former ses observations dans le mois de ladite publication.

CHAPITRE IV. — De l'appellation d'origine wallonne

Art. 14. § 1er. L'appellation d'origine wallonne peut être accordée conformément aux dispositions du chapitre II du présent décret.

§ 2. Toutefois, l'Exécutif peut déroger à ces dispositions dans le cadre de la reconnaissance d'une appellation d'origine wallonne.

§ 3. S'il est fait usage de ce pouvoir de dérogation, les modalités tant générales que spéciales arrêtées par l'Exécutif sont préalablement soumises pour avis à la Commission des labels de qualité et des appellations d'origine.

L'avis de la Commission doit être donné dans les trois mois; à l'expiration de ce délai, l'avis est réputé favorable; au cas où la Commission émet un avis défavorable, l'Exécutif ne peut passer outre que par arrêté délibéré en son sein.

Cet arrêté de l'Exécutif ne sort ses effets qu'après confirmation par le Conseil régional.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 15. § 1er. Le présent décret ne porte préjudice ni aux appellations d'origine déjà reconnues en Belgique, ni aux appellations d'origine reconnues par d'autres Etats ou Régions aux produits fabriqués ou transformés sur leur territoire.

§ 2. Les personnes visées à l'article 7 et qui utilisent déjà une dénomination en la présentant comme un label de qualité ou une appellation d'origine au sens du présent décret, disposeront d'un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent décret pour introduire la demande de label de qualité ou d'appellation d'origine, au sens du présent décret.

Dans les six mois de sa réception, la demande sera réputée accordée à moins d'une décision expresse de l'Exécutif régional. L'accord donné par l'Exécutif peut être temporaire.

Art. 16. L'Exécutif régional wallon déposera chaque année sur le bureau du Conseil régional wallon un rapport sur l'exécution du présent décret.

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 7 septembre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,
A. COOLS

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,
A. DALEM

Le Ministre de la Renovation rurale, de la Conservation de la Nature,
des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,
E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,
A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche,
des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,
A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 2237

**7. SEPTEMBER 1989. — Dekret über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens,
die Bezeichnung des Lokalen Ursprung und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs**

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, die Exekutive, sanktionieren es :

KAPITEL I. — Begriffsbestimmungen

Artikel 1. § 1. Zwecks Anwendung dieses Dekrets bedeutet das Wallonische Qualitätszeichen die von der Wallonischen Regionalexekutive bestimmte Gattungsbezeichnung, mit der belegt wird, daß ein in der Wallonie hergestelltes oder verarbeitetes Erzeugnis eine unterschiedliche Reihe von Qualitäten und vorbestimmten spezifischen Merkmalen, die eine Qualitätshöhe beweisen, besitzt.

Die Wallonische Regionalexekutive gewährleistet die Hinterlegung des Qualitätszeichens in Gemäßheit der Bestimmungen des belgischen Rechts und der gültigen internationalen Vereinbarungen.

§ 2. Zwecks Anwendung dieses Dekrets ist die Bezeichnung des lokalen Ursprungs die geographische Bezeichnung einer Gegend oder einer Ortschaft der wallonischen Region, mit der ein Erzeugnis aus dieser Gegend bzw. Ortschaft, dessen Qualität und Merkmale ausschließlich oder im wesentlichen einer bestimmten geographischen Umwelt, wobei diese Umwelt die natürlichen Faktoren und die menschlichen Faktoren umfaßt, zu verdanken sind, bezeichnet wird.

§ 3. Desgleichen ist die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs der präzise Hinweis, in französischer oder in einer anderen Sprache, daß ein Erzeugnis tatsächlich in der Wallonie hergestellt oder verarbeitet wird.

Sitzungsperiode 1988-1989.

Ratsdokumente. — Nrn. 14-1 bis 11; Nrn. 19-1 und 2.

Ausführliches Protokoll. — Öffentliche Sitzung vom 5. Juli 1989. Besprechung.

Ausführliches Protokoll. — Öffentliche Sitzung vom 7. Juli 1989. Abstimmung.

KAPITEL II. — *Gemeinsame Bestimmungen*

Abschnitt I. — Allgemeiner Rahmen

Art. 2. Die Wallonische Regionalexekutive bestimmt, in jedem Fall, mit einem detaillierten Lastenheft, die Voraussetzungen, denen ein oder mehrere Erzeugnisse entsprechen müssen, um unter dem wallonischen Qualitätszeichen, unter einer Bezeichnung des lokalen Ursprungs oder unter der Bezeichnung des wallonischen Ursprungs hergestellt, verarbeitet, zum Verkauf angeboten oder verkauft werden zu dürfen.

Art. 3. Die Wallonische Regionalexekutive erkennt die Stellen an, die damit beauftragt sind, die Einhaltung der in diesem Dekret und in dem in Artikel 2 erwähnten Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive festgelegten Voraussetzungen mit der Erteilung von Qualitäts- oder Ursprungsbescheinigungen, je nach Fall, zu zertifizieren. Die Wallonische Regionalexekutive legt die Muster dieser Bescheinigungen fest.

Jedes Jahr übermittelt jede Ausstellungsstelle der Wallonischen Regionalexekutive einen Tätigkeitsbericht für das abgelaufene Jahr.

Art. 4. Die Wallonische Regionalexekutive bestimmt die Voraussetzungen und Garantien, die jede Stelle vorweisen muß, um anerkannt zu werden.

Im Anerkennungsersaß wird insbesondere die Höhe der Kosten, die die Ausstellungsstellen zwecks Ausstellung der Bescheinigungen verlangen dürfen.

Im Falle, daß die Stelle diese Voraussetzungen und Garantien nicht einhält, darf die Wallonische Regionalexekutive mit begründetem Beschluß die erteilte Anerkennung zeitweilig aufheben oder entziehen.

Art. 5. § 1. Die in Anwendung von Artikel 3 anerkannte Ausstellungsstelle ist verpflichtet:

1° eine wirksame und unvoreingenommene Kontrolle zu organisieren, die der Erteilung der Qualitäts- oder Ursprungsbescheinigung vorausgeht und mit der die Einhaltung der Bedingungen des in Artikel 2 erwähnten detaillierten Lastenhefts geprüft werden kann; im Falle, daß der Antragsteller der Meinung ist, daß die von der Exekutive bestimmten Bedingungen von der Ausstellungsstelle nicht eingehalten werden, darf er eine neue Prüfung verlangen, die von Rechts wegen zugesprochen wird und in der Gegenwart ihrer Vertreter stattfinden muß;

2° sich regelmäßig, mindestens ein Mal im Jahr, bei den Empfängern der Qualitäts- oder Ursprungsbescheinigung darüber Gewißheit zu verschaffen, daß die Bedingungen für den Erhalt der Bescheinigung zu diesem Zeitpunkt immer vorliegen; bei einem ungünstigen Ergebnis, wird eine neue Prüfung nach den unter 1° dieses Artikels festgelegten Bedingungen durchgeführt;

§ 2. Auf Antrag der Exekutive ist jede Ausstellungsstelle verpflichtet, ihr Lastenheftsentwürfe oder Änderungen bestehender Lastenhefte zur Verfügung zu stellen; ferner darf sie solche Entwürfe bzw. Änderungen auf eigener Initiative vorlegen.

Art. 6. Die im Rahmen der in Artikel 5 erwähnten Kontrolle durchgeführten Prüfungen erfolgen auf Initiative dritter Stellen, die von der Wallonischen Regionalexekutive auf Vorschlag der in Artikel 8 erwähnten Kommission für das Qualitätszeichen und die Ursprungsbezeichnungen anerkannt werden.

Art. 7. Jeder Produzent, Hersteller, Verarbeiter oder jede Gruppe von Produzenten, Herstellern, Verarbeitern wallonischer Erzeugnisse, so wie diese in Artikel 1 definiert sind, darf zu seinem Gunsten einen Antrag auf Erteilung der Qualitätsbescheinigung bzw. der Ursprungsbescheinigung einreichen. Dieser Antrag ist an die Ausstellungsstelle mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zu richten.

Die Bescheinigung wird dem Antragsteller nach Überprüfung der Einhaltung der Bedingungen des in Artikel 5 erwähnten Lastenhefts erteilt.

Art. 8. § 1. Es wird eine Kommission für das Qualitätszeichen und die Ursprungsbezeichnungen eingeführt, deren Zusammensetzung und Satzung mit einem innerhalb der Exekutive verabschiedeten Erlaß festgelegt werden.

§ 2. Diese Kommission umfaßt Vertreter:

- der Produzenten, der Hersteller bzw. Verarbeiter;
- der Verbrauchervereinigungen;
- der wallonischen regionalen Verwaltung;
- der Ausstellungsstellen;
- der wissenschaftlichen Kreise.

Wird nichts abweichendes vereinbart, so müssen diese Vertreter ihren Wohnsitz in Wallonien haben und dort ihre Haupttätigkeit ausüben.

§ 3. Die Kommission hat als Aufgabe:

- die Ausstellungsstellen zu überwachen;
- die Zuständigkeitskonflikte zwischen den Ausstellungsstellen für agrarwirtschaftliche Erzeugnisse und denjenigen für die anderen Erzeugnisse sowie die Konflikte zwischen den Ausstellungsstellen und den Benutzern des Qualitätszeichens beizulegen;
- ein Gutachten über alle Vorschläge von Lastenheften und Änderungen derselben, die von den Ausstellungsstellen eingebracht werden, abzugeben.

Ferner gibt die Kommission über jede Frage bzw. über jeden Entwurf, die ihr von der Exekutive vorgelegt wird, ein Gutachten ab.

Art. 9. Es ist verboten:

1° eine Bezeichnung zu gebrauchen, indem sie als das wallonische Qualitätszeichen oder als eine Ursprungsbezeichnung im Sinne dieses Dekrets ausgegeben wird, während eine solche Bezeichnung mit einem in Ausführung von Artikel 2 verabschiedeten Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive noch nicht anerkannt worden ist;

2° Erzeugnisse, die den Bedingungen nicht entsprechen, die mit einem in Ausführung von Artikel 2 verabschiedeten Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive festgelegt worden sind, unter dem wallonischen Qualitätszeichen bzw. unter einer Ursprungsbezeichnung herzustellen, feilzuhalten oder zu verkaufen.

Art. 10. Bilden immer einen Mißbrauch des wallonischen Qualitätszeichens oder einer Ursprungsbezeichnung im Sinne des vorliegenden Dekrets:

1° die Hinzufügung irgendwelcher Wörter zu diesem wallonischen Qualitätszeichen bzw. zu dieser Ursprungsbezeichnung, insbesondere von Berichtigungswörtern wie « genre » (Art), « type » (Art), « similaire » (ähnlich);

2° die Tatsache, daß die streitige Bezeichnung benutzt wird, um die Herkunft des Erzeugnisses anzugeben;

3^o die Benutzung fremdsprachlicher Wörter, wenn diese Wörter die bloße Übersetzung des Wallonischen Qualitätszeichens bzw. einer Ursprungsbezeichnung sind, oder wenn sie eine Verwechslung mit dem wallonischen Qualitätszeichen bzw. mit einer Ursprungsbezeichnung mit sich bringen können.

Abschnitt II. — Ermittlung und Festlegung der Zuwiderhandlungen

Art. 11. Unbeschadet der den Strafverfolgungsbeamten obliegenden Pflichten sind die von der Wallonischen Regionalexekutive bezeichneten Beamten befugt, um die in Artikel 12 dieses Dekrets vorgesehenen Zuwiderhandlungen zu ermitteln und mit Protokollen festzustellen. Eine Kopie des Protokolls muß bei Strafe der Nichtigkeit binnen vierzehn Tagen nach der Feststellung der Zuwiderhandlung dem Zuwiderhandelnden zugestellt werden.

Abschnitt III. — Die Bezeichnung des lokalen Ursprungs

Art. 13. Vor der Festsetzung einer Bezeichnung des lokalen Ursprungs veröffentlicht die Wallonische Regionalexekutive eine Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt*, in der die Bezeichnung, die ihrer Meinung nach als eine Ursprungsbezeichnung gelten dürfte, angegeben wird und jede betreffende Person, Vereinigung oder Gruppierung dazu eingeladen wird, ihre Bemerkungen innerhalb eines Monats nach dieser Veröffentlichung einzubringen.

KAPITEL IV. — Die Bezeichnung des lokalen Ursprungs

Art. 13. Vor der Festsetzung einer Bezeichnung des lokalen Ursprungs veröffentlicht die Wallonische Regionalexekutive eine Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt*, in der die Bezeichnung, die ihrer Meinung nach als eine Ursprungsbezeichnung gelten dürfte, angegeben wird und jede betreffende Person, Vereinigung oder Gruppierung dazu eingeladen wird, ihre Bemerkungen innerhalb eines Monats nach dieser Veröffentlichung einzubringen.

KAPITEL IV. — Die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs

Art. 14. § 1. Die Bezeichnung des Wallonischen Ursprung kann nach den Bestimmungen von Kapitel II dieses Dekrets ausgestellt werden.

§ 2. Die Exekutive darf jedoch im Rahmen der Anerkennung einer Bezeichnung des wallonischen Ursprungs von diesen Bestimmungen abweichen.

§ 3. Wird dieses Abweichungsrecht in Anspruch genommen, so werden sowohl die allgemeinen als auch die besonderen Modalitäten, die von der Exekutive festgelegt werden, der Kommission für die Qualitätszeichen, die von der Exekutive festgelegt werden, der Kommission für die Qualitätszeichen und die Ursprungsbezeichnungen vorher zur Begutachtung vorgelegt.

Das Gutachten der Kommission muß binnen drei Monaten abgegeben werden; nach Ablauf dieser Frist gilt das Gutachten als günstig; falls die Kommission ein abschlägiges Gutachten abgibt, darf sich die Exekutive nur mit einem in ihrer Mitte verabschiedeten Erlaß darüber hinwegsetzen.

Dieser Erlaß der Exekutive tritt erst dann in Kraft, als er vom Regionalrat bekräftigt worden ist.

KAPITEL V. — Schlussbestimmungen

Art. 15. § 1. Dieses Dekret schadet weder den bereits in Belgien anerkannten Ursprungsbezeichnungen noch den Ursprungsbezeichnungen, die von anderen Staaten bzw. Regionen für Erzeugnisse, die auf ihrem Hoheitsgebiet hergestellt oder verarbeitet werden, anerkannt sind.

§ 2. Die in Artikel 7 erwähnten Personen, die eine Bezeichnung bereits benutzen, wobei sie diese als ein Qualitätszeichen oder eine Ursprungsbezeichnung im Sinne dieses Dekrets darstellen, verfügen über eine Frist von sechs Monaten nach der Inkrafttretung dieses Dekrets, um den Antrag auf das Qualitätszeichen oder auf die Ursprungsbezeichnung im Sinne dieses Dekrets einzureichen.

Sofern die Regionalexekutive keinen ausdrücklichen Beschluß faßt, gilt der Antrag binnen sechs Monaten nach Erhalt als angenommen. Das Einverständnis der Exekutive kann vorläufig sein.

Art. 16. Jedes Jahr bringt die Wallonische Regionalexekutive einen Bericht über die Durchführung dieses Dekrets beim Büro des Wallonischen Regionalrats ein.

Art. 17. Vorliegendes Dekrets tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Wir verkünden das vorliegende Dekret, ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werde.

Namur, am 7. September 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, der KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschußten Arbeiten
und des Wassers für die Wallonische Region,
A. COOLS

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,
A. DALEM

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur,
der Industriegebiete und der Beschäftigung für die Wallonische Region,
E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,
A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien,
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,
A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 2237

7 SEPTEMBER 1989. — Decreet betreffende de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel, de aanduiding van lokale herkomst en de aanduiding van Waalse herkomst (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. §1. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder « Waals kwaliteitslabel » het door de Waalse Gewestexecutieve bepaalde gemeenschappelijke merk dat bewijst dat een in Wallonië vervaardigd of verwerkt produkt een onderscheidend geheel van voorafgaandelijke vastgestelde specifieke kwaliteiten en eigenschappen bezit die een kwaliteitsniveau bepalen.

De Executieve verzekert overeenkomst de bepalingen van het Belgische recht en de geldende internationale overeenkomsten de deponering van het kwaliteitslabel.

§ 2. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder « aanduiding van lokale herkomst » de geografische benaming van een gebied of van een plaats van het Waalse Gewest die een produkt afkomstig van dit gebied of van die plaats aanwijst waarvan de eigenschappen uitsluitend of hoofdzakelijk te wijten zijn aan een bepaald geografisch milieu dat de natuurlijke en menselijke factoren omvat.

§ 3. Op dezelfde wijze dient te worden verstaan onder « aanduiding van Waalse herkomst » de verduidelijking, in het Frans of in een andere taal, waarbij wordt bewezen dat een produkt werkelijk in Wallonië wordt vervaardigd of verwerkt.

HOOFDSTUK II. — *Gemeenschappelijke bepalingen*Afdeling I. — *Het algemene kader*

Art. 2. De Waalse Gewestexecutieve bepaalt, voor ieder geval, in een uitvoerig bestek de voorwaarden die één of verschillende produkten moeten vervullen om onder het Waalse kwaliteitslabel, onder de aanduiding van lokale herkomst of de aanduiding van Waalse herkomst vervaardigd, verwerkt, te koop gesteld of verkocht te kunnen worden.

Art. 3. De Waalse Gewestexecutieve erkent de instellingen die er door uitreiking van, volgens het geval, kwaliteits- of herkomstattesten, mee belast zijn de inachtneming van de door dit decreet en het besluit van de Waalse Gewestexecutieve bedoeld in artikel 2 vastgestelde voorwaarden te waarborgen. De Waalse Gewestexecutieve maakt de modellen van die attesten op.

Elk jaar moet elke attesterende instelling een verslag over haar activiteiten tijdens het afgezette jaar aan de Waalse Gewestexecutieve doen toekomen.

Art. 4. De Waalse Gewestexecutieve stelt de voorwaarden en waarborgen vast die iedere instelling moet indienen om de erkenning te genieten.

Het erkenningsbesluit stelt met name het bedrag van de kosten vast dat de attesterende instellingen voor het verlenen van de erkenningsattesten gemachtigd zijn aan te vragen.

Ingeval de instelling die voorwaarden en waarborgen niet in acht zou nemen, kan de Waalse Gewestexecutieve, bij een met redenen omklede beslissing, de toegekende erkenning schorsen of intrekken.

Art. 5. § 1. Met toepassing van artikel 3 is de erkende attesterende instelling ertoe gehouden

1° voor het toekennen van het kwaliteits- of herkomstattest, een doeltreffende en objectieve controle in te richten waarbij het mogelijk is de inachtneming van de voorwaarden van het uitvoerig bestek vermeld in artikel 2 te onderzoeken; ingeval de aanvrager oordeelt dat de attesterende instelling de door de Executieve vastgestelde voorwaarden niet in acht neemt, kan hij een nieuwe analyse eisen die van rechtswege wordt toegekend en in aanwezigheid van zijn vertegenwoordigers moet worden verricht;

2° regelmatig en ten minste eenmaal per jaar bij de houders van het kwaliteits- of herkomstattest ervoor zorgen dat de voorwaarden voor het bekomen van dit attest op dat ogenblik nog steeds vervuld zijn; wanneer dat niet het geval is, wordt onder de sub 1° vastgestelde voorwaarden van dit artikel een nieuwe analyse verricht;

§ 2. Op verzoek van de Executieve moet iedere attesterende instelling haar ontwerpen van bestekken of wijzigingen van bestaande bestekken verschaffen; die instelling kan bovendien op eigen initiatief zulke ontwerpen of zulke wijzigingen voorstellen.

Art. 6. De analyses verricht in het kader van de in artikel 5 bedoelde controle worden uitgevoerd door toedoen van de door de Waalse Gewestexecutieve op de voordracht van de in artikel 8 bedoelde Commissie voor kwaliteitslabels en aanduidingen van herkomst erkende derde instellingen.

Art. 7. Elke producent, fabrikant, verwerker of groep van producenten, fabrikanten, verwerkers van Waalse produkten zoals bepaald in artikel 1 kan een aanvraag voor zichzelf indienen met het oog op de toekenning van de kwaliteitslabel of van een aanduiding van herkomst. Die aanvraag moet bij een ter post aangetekende brief bij de attesterende instelling worden ingediend.

Een attest wordt aan de aanvrager afgeleverd na controle op de inachtneming van de voorwaarden vermeld in het artikel 5 bedoelde bestek.

Art. 8. § 1. Er wordt een Commissie voor kwaliteitslabels en aanduidingen van herkomst opgericht waarvan de samenstelling en de statuten bij een in de Executieve overgelegd besluit worden vastgesteld.

§ 2. Die Commissie bestaat uit vertegenwoordigers van :

- de producenten, fabrikanten of verwerkers;
- de consumentenverenigingen;

Zitting 1988-1989.

Stukken van de Raad. — Nrs. 14-1 tot 11; nrs. 19-1 en 2.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 5 juli 1989. Bespreking.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 7 juli 1989. Stemming.

- het Waalse Gewestelijk bestuur;
- de attesterende instellingen;
- de wetenschappelijke kringen.

Behalve bij afwijking moeten die vertegenwoordigers hun woonplaats in het Waalse Gewest hebben en hun hoofdactiviteit in het Waalse Gewest uitoefenen.

§ 3. De Commissie heeft als opdracht :

- het algemene toezicht op de attesterende instellingen;
- de arbitrage van bevoegdheidsgeschillen tussen de attesterende instellingen voor de agro-alimentaire produkten en de instellingen voor de andere produkten, alsmede de arbitrage van geschillen tussen de attesterende instellingen en de gebruikers van het label;
- advies uitbrengen over alle voorstellen van bestekken en van wijzigingen ervan uitgebracht door de attesterende instellingen.

De Commissie brengt bovendien advies uit over ieder vraagstuk of ontwerp dat haar door de Executieve wordt voorlegd.

Art. 9. Het is verboden :

- 1° een benaming te gebruiken en die voor te stellen als een Waals kwaliteitslabel of als een aanduiding van herkomst in de zin van dit decreet, terwijl zo'n benaming nog niet erkend is bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve genomen met toepassing van artikel 2;
- 2° produkten die aan de voorwaarden vastgesteld bij het in uitvoering van artikel 2 genomen besluit van de Waalse Gewestexecutieve niet voldoen, te vervaardigen, te koop te stellen of te verkopen onder het Waalse Kwaliteitslabel of een aanduiding van herkomst in de zin van dit decreet.

Art. 10. Worden gelijkgesteld met een verkeerd gebruik van het Waalse kwaliteitslabel of van een aanduiding van herkomst in de zin van dit decreet :

- 1° de toevoeging van welke woorden ook aan het Waalse kwaliteitslabel of aan de aanduiding van herkomst en met name de rectificerende woorden zoals : « soort », « type », « wijze », « gelijkaardig »;
- 2° het feit dat de betwiste benaming zou zijn gebruikt ten einde de herkomst van het produkt aan te wijzen;
- 3° het gebruik van vreemde woorden wanneer die woorden slechts de vertaling van het Waalse kwaliteitslabel of van een aanduiding van herkomst zijn of van die aard zijn die ze verwarring met het Waalse kwaliteitslabel of met een aanduiding van herkomst veroorzaken.

Afdeling 2. — Opsporing en vaststelling van overtredingen

Art. 11. Onverminderd de verplichtingen van de officieren van gerechtelijke politie, zijn de door de Waalse Gewestexecutieve aangewezen ambtenaren en beambten bevoegd om de overtredingen bepaald in artikel 12 van dit decreet op de sporen en bij proces-verbaal vast te stellen. Een afschrift van het proces-verbaal moet, op straffe van nietigheid, binnen veertien dagen na de vaststelling van de overtreding aan de overtreder worden betekend.

Afdeling 3. — Strafbepalingen

Art. 12. Degenen die de bepalingen vermeld in de artikelen 9 en 10 overtreden, worden gestraft met een geldboete van 1 000 tot 5 000 frank en met de inbeslagname van de te koop gestelde produkten.

HOOFDSTUK III. — De aanduiding van lokale herkomst

Art. 13. Voor de aanwijzing van een aanduiding van lokale herkomst moet de Waalse Gewestexecutieve een advies in het Belgisch Staatsblad bekendmaken dat de benaming bepaalt die volgens haar beschouwd kan worden als een aanduiding van herkomst en waarbij zij iedere persoon, vereniging of groepering verzoekt hun opmerkingen binnen één maand na die bekendmaking te formuleren.

HOOFDSTUK IV. — De aanduiding van Waalse herkomst

Art. 14. § 1. De aanduiding van Waalse herkomst kan toegekend worden overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II van dit decreet.

§ 2. De Executieve kan echter van die bepalingen afwijken in het kader van de erkenning van een aanduiding van Waalse herkomst.

§ 3. Wanneer van die afwijkingen gebruik wordt gemaakt, worden zowel de door de Executieve vastgestelde algemene modaliteiten als de bijzondere modaliteiten voorafgaandelijk voor advies aan de Commissie voor kwaliteitslabels en aanduidingen van herkomst voorgelegd.

Het advies van de Commissie moet binnen drie maanden worden gegeven; bij het verstrijken van die termijn wordt het advies gunstig geacht; ingeval de Commissie een ongunstig advies uitbrengt, kan de Executieve alleen bij een in haar midden overlegd besluit beraadslaagd het advies naast zich neerleggen.

Dit besluit van de Executieve heeft uitwerking alleen na bekrachtiging daarvan door de Gewestraad.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 15. § 1. Dit besluit benadeelt noch de in België al erkende aanduidingen van herkomst, noch de door andere Staten of Gewest erkende aanduidingen van herkomst voor de op hun grondgebied vervaardigde of verwerkte produkten.

§ 2. De in artikel 7 bedoelde personen die al een benaming gebruiken welke als een kwaliteitslabel of een aanduiding van herkomst in de zin van dit decreet wordt voorgesteld, beschikken over een termijn van zes maanden vanaf de inwerkingtreding van dit decreet om een kwaliteitslabel of aanduiding van herkomst in de zin van dit decreet aan te vragen.

De aanvraag zal binnen zes maanden na ontvangst ervan worden geacht te zijn toegekend, behalve uitdrukkelijke beslissing van de Waalse Gewestexecutieve. Het door de Executieve gegeven akkoord kan tijdelijk zijn.

Art. 16. De Waalse Gewestexecutieve moet elk jaar een verslag over de uitvoering van dit decreet ter tafel van de Waalse Gewestraad leggen.

Art. 17. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
De Waalse Gewestexecutieve kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 7 september 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Economie, de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,
B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water
A. COOLS

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Transport,
A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,
E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken,
A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening,
Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,
G. LUTGEN

F. 89 — 2238

12 OCTOBRE 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant l'arrêté du 8 décembre 1988 déterminant pour l'année 1988 les modalités d'application de l'article 12 de l'arrêté de l'Exécutif du 30 mars 1983 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne pour les années 1983 à 1988

L'Exécutif régional wallon,

- Vu la loi du 5 janvier 1976 relative aux propositions budgétaires 1975-1976, notamment l'article 78;
 - Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1976 instituant un Fonds des communes;
 - Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des communes revenant aux communes de la Région wallonne pour les années 1983 à 1988;
 - Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 décembre 1988 dérogeant pour l'année 1988 à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 30 mars 1983 fixant les règles de répartition de la part du Fonds des Communes de la Région wallonne pour les années 1983 à 1988;
 - Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er} modifié par la loi du 9 août 1980 et par la loi du 16 juin 1989;
- Considérant que le présent arrêté concerne l'année 1988 et qu'il est indispensable d'effectuer au plus tôt les dernières liquidations se rapportant à l'exercice 1988;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 7 de l'arrêté susvisé du 8 décembre 1988, les mots « égale à 130 000 000 F. » sont remplacés par « égale à 131 000 000 F. ».

Art. 2. Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 octobre 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale.

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS